



Commission
européenne

Bêkou

Le Fonds fiduciaire européen
pour la République centrafricaine

De l'humanitaire
à la résilience



Coopération
internationale
et développement



2015
Année européenne
pour le développement

notre monde
notre dignité
notre avenir

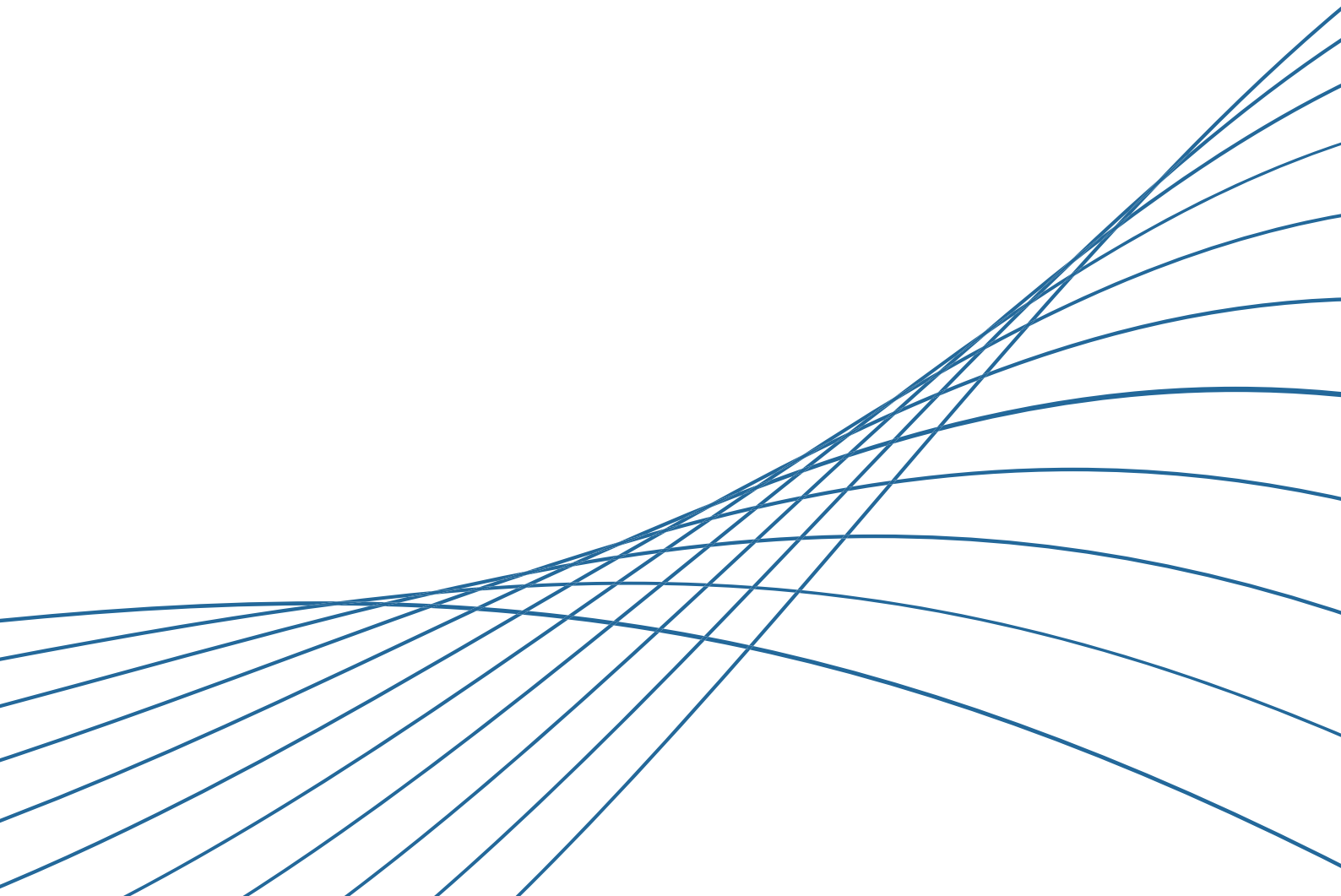


Partenaires du Fonds Bêkou :

- France
- Allemagne
- Pays-Bas

Table des matières

Editorial	P. 05
Bêkou: Le Fonds fiduciaire européen pour la République centrafricaine	P. 06
Le Fonds Bêkou en action	P. 10
Rejoindre le Fonds Bêkou	P. 20
Travailler avec le Fonds Bêkou	P. 21
Perspectives	P. 22





« Grâce au Fonds Bêkou, nous sommes arrivés à maximiser l'impact de l'aide, et à exploiter pleinement le potentiel de coordination des différents donateurs »

Neven Mimica,
Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement

« Nous espérons que ce Fonds puisse permettre de drainer davantage d'appuis pour la République centrafricaine pour apporter une aide pérenne, rapidement mobilisable, pour appuyer le processus de transition et répondre aux priorités que nous avons définies avec nos partenaires »

Florence Limbio,
Ministre centrafricaine de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale

« Le premier défi c'est l'action collective »

Anne Paugam,
Directrice générale de l'Agence française de développement

« Les populations de la République centrafricaine ont un besoin immédiat d'un soutien pour reconstruire les structures de l'Etat, assurer les soins de santé, la sécurité alimentaire et le retour des habitants dans leurs villes et villages »

Gerd Müller,
Ministre fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement

« Ce Fonds, qui finance des projets de développement économique et social, peut recevoir d'autres contributions de ceux qui veulent stabiliser et reconstruire la République centrafricaine »

Robert Swartbol,
Directeur Général néerlandais pour la Coopération internationale (Ministère des Affaires étrangères)

Editorial



© Parlement européen

Depuis mars 2013, la République centrafricaine traverse une crise sans précédent qui a affaibli les structures étatiques, économiques et sociales de ce pays situé au cœur du continent africain. La plupart des indicateurs de développement humain, déjà fragiles avant la crise, se sont ainsi considérablement dégradés.

L'Union européenne (UE) est un partenaire de longue date de la République centrafricaine. Ainsi, très rapidement, nous avons mobilisé l'ensemble des instruments dont nous disposons afin de répondre aux conséquences de la crise centrafricaine: action humanitaire, coopération au développement, missions de paix et de conseil militaire.

Pour compléter notre palette d'outils et au vu du contexte centrafricain, nous avons décidé de mettre en place un nouvel instrument d'intervention, particulièrement conçu pour répondre aux situations de post-crise. C'est ainsi que le 15 juillet 2014, le premier fonds multi-bailleurs européen a été créé à l'initiative de l'UE et de trois de ses États membres: la France, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Nommé "Bêkou" ("espoir" en Sango), ce Fonds a pour mission de renforcer la résilience en République centrafricaine. Le Fonds Bêkou, actuellement doté de €74 millions, est ainsi destiné à soutenir des projets s'articulant autour d'actions d'urgence et de développement, tout en assurant l'objectif général de contribuer à la réconciliation et la coexistence des populations.

Je suis particulièrement ravi de pouvoir indiquer que, à ce jour, le Fonds Bêkou a identifié, formulé et lancé des projets concrets sur le terrain au bénéfice de 1.4 million de Centrafricains pour un montant de €47 millions.

Si nous pouvons nous féliciter des avancées connues sur le terrain, nous ne pouvons-nous en contenter car les besoins restent imminents. En effet, près de 3 millions de personnes restent aujourd'hui encore en situation de vulnérabilité.

La Conférence internationale sur la République centrafricaine du 26 mai 2015 a, entre autres, pour objectif de sensibiliser davantage d'acteurs sur l'avenir de ce pays et d'intensifier plus particulièrement la mobilisation autour de la résilience en RCA.

Pour que le Fonds Bêkou puisse poursuivre son travail auprès de la RCA, de nouveaux financements restent donc indispensables.

Neven Mimica,
Commissaire européen à la
Coopération internationale et au
Développement



BÊKOU

Le Fonds fiduciaire européen pour la République centrafricaine

Innover et agir ensemble

Au lendemain de la crise en République centrafricaine (RCA) de 2013, qui s'est traduite par un déplacement massif des populations, la dégradation des infrastructures, la quasi-absence de services publics de base et l'affaiblissement de l'administration, il était nécessaire qu'une aide internationale structurée et adaptée s'organise rapidement afin de venir en aide immédiatement aux populations tout en préparant la reconstruction du pays.

C'est avec cette ambition que le premier fonds multi-bailleurs européen a été créé le 15 juillet 2014 à l'initiative de l'Union européenne, partenaire de longue date de la RCA, et de trois de ses Etats membres: la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Ce Fonds a été baptisé Bêkou, ce qui signifie "espoir" en Sango.

Ce Fonds est conçu pour élargir la palette d'instruments du système d'aide européen.

Outil novateur, il permet à la fois de mobiliser différentes sources de financement au sein de l'UE et de recueillir des contributions tant des Etats membres que de donateurs de pays tiers.

Une approche qui permet d'articuler l'humanitaire au développement

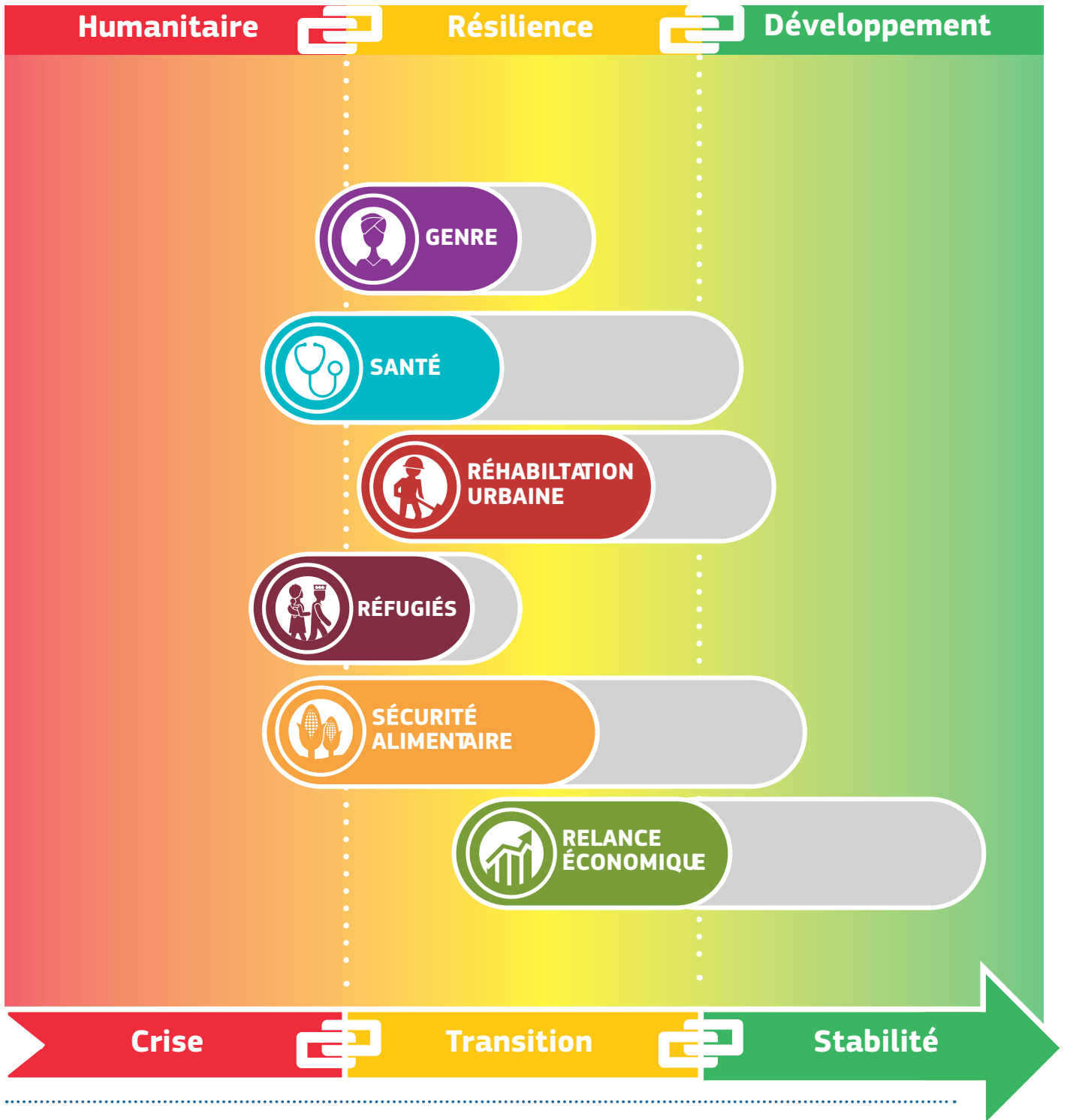
La République centrafricaine se caractérise, depuis longtemps, par la fragilité de ses institutions et la récurrence de ses crises politiques et humanitaires. Les événements de 2013 ont aggravé et approfondi les faiblesses structurelles du pays. La situation actuelle du pays relève d'une « crise complexe », avec une imbrication forte des enjeux politiques, économiques et humanitaires, qui se traduit par la coexistence sur le terrain des situations d'urgence et de transition.

Cette situation requiert une articulation étroite entre les opérations de sécurisation conduites par les forces internationales, l'aide humanitaire et les programmes de reconstruction et de développement, selon l'approche dite de "LRRD" : Linking Relief, Rehabilitation and Development.

Le Fonds Bêkou a pour but d'associer les compétences des acteurs du développement et de ceux de l'humanitaire afin de construire des programmes à la frontière entre les deux métiers, qui permettent de venir immédiatement en aide aux populations tout en renforçant les capacités des autorités locales, créant ainsi les conditions d'un développement de long terme.

Outil novateur, il permet à la fois de mobiliser différentes sources de financement au sein de l'UE et de recueillir des contributions tant des Etats membres que de donateurs de pays tiers.

LE FONDS BÊKOU ET L'APPROCHE "LRRD"



Projets en cours



Extension prévue dans le cadre de nouvelles contributions

LES SECTEURS IDENTIFIÉS PAR L'ACTE CONSTITUTIF DU FONDS BÊKOU

- La relance des services publics essentiels et les services sociaux de base;
- La relance de l'activité économique;
- La réconciliation et la cohésion nationale dans le respect des droits de l'homme;
- L'établissement et le renforcement des structures administratives nationales et locales;
- La réponse aux conséquences régionales, essentiellement humanitaires, de la crise.

Un nouvel instrument financier pour une action collective

À la suite de la crise qu'a connue la République centrafricaine en 2013, la multiplication soudaine des bailleurs ainsi que l'affaiblissement des administrations nationales représentent autant de défis additionnels pour la coordination de l'action de la communauté internationale.

C'est la raison pour laquelle le Fonds Bêkou a été élaboré pour permettre une action collective européenne coordonnée et conçue avec les autorités centrafricaines. Le Fonds Bêkou permet d'organiser les ressources des différents donateurs, de mutualiser les capacités d'analyse, de mieux identifier les priorités et d'accroître l'impact de mise en œuvre.

En outre, la République centrafricaine étant considérée comme « orphelin de l'aide », il s'agit de s'appuyer sur l'expertise des partenaires qui disposent d'une présence continue sur le terrain. Leurs connaissances et capacités techniques permettent ainsi aux autres bailleurs, qui ne sont pas présents en RCA, de contribuer à la reconstruction et au développement du pays. Ensemble, anciens et nouveaux acteurs, pourront mettre en œuvre un portefeuille diversifié d'actions dans les secteurs identifiés par l'Acte constitutif du Fonds.

Gouvernance collégiale et gestion du Fonds

La stratégie globale est établie par le Conseil d'administration, où siègent, sous la présidence de l'Union européenne, les représentants des

Etats membres et des donateurs ayant contribué au Fonds. Ensuite, le Comité de gestion sélectionne les projets. Celui-ci est composé, toujours sous la présidence de l'Union européenne, de représentants de tous les donateurs ayant contribué à hauteur d'un montant minimum de 3 millions d'euros.

La République centrafricaine est représentée dans chacun de ces deux organes. Enfin la gestion du Fonds relève d'une équipe restreinte qui coordonne et exécute les projets du Fonds et qui est dirigée par le gestionnaire du Fonds.

GOVERNANCE DU FONDS BÊKOU

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sous la présidence de l'UE, y siègent les représentants de l'UE, des bailleurs ainsi que du gouvernement centrafricain.



Stratégie commune

LE COMITÉ DE GESTION

Sous la présidence de l'UE, y siègent les représentants des bailleurs (>3M€) et du gouvernement centrafricain.



Sélection des projets

GESTIONNAIRE DU FONDS

Sous la tutelle de la CE, son équipe est responsable pour la gestion quotidienne du Fonds.



Gestion du fonds

LE FONDS BÊKOU EN UN COUP D'OEIL

Bêkou, le premier fonds fiduciaire européen

15 juillet 2014

Création du premier fonds multibailleurs européen pour la reconstruction de la République centrafricaine à l'initiative de l'Union européenne, de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas



Le Fonds Bêkou s'élève à **107.950.000 millions d'euros**.
47 millions ont déjà été engagés,
16 millions décaissés

Six projets adoptés

dans les secteurs du genre, de la santé, de la réhabilitation urbaine, de la sécurité alimentaire, de la relance économique et en faveur des réfugiés centrafricains au Cameroun



Quelles sont les nouveautés apportées par le Fonds?



Procédures flexibles et simplifiées en raison de l'impératif d'agir rapidement sur le terrain

Rapidité d'exécution : de l'identification d'une action au lancement de la mise en œuvre sur le terrain s'écoulent en moyenne 5 à 6 mois

Articulation entre les actions humanitaires et de développement dans une approche LRRD (Linking Relief with Rehabilitation and Development)

Mutualisation des ressources et des compétences des différents partenaires, plus grand impact des actions sur le terrain

Près de 1 million de Centrafricains bénéficient déjà du Fonds Bêkou sur presque l'intégralité du territoire

Pourquoi contribuer au Fonds Bêkou?

MUTUALISATION

Le Fonds Bêkou s'appuie sur **l'expertise du réseau de partenaires présents sur le terrain**.

Les partenaires contributeurs participent activement à **la gouvernance du Fonds** et adoptent **les projets et leurs modalités**.



Les partenaires contributeurs s'engagent à **renforcer l'agenda de la résilience dans toutes ses dimensions** en République centrafricaine, pays trop longtemps considéré comme orphelin de l'aide.

résilience





Le Fonds Bêkou en action

Plus d'un an après sa création, le Fonds Bêkou a permis d'adopter déjà 6 actions, qui sont décrites en détail dans les prochains paragraphes :

- 1** Le programme «genre», vise à améliorer la situation économique et sociale des femmes centrafricaines et de leur famille grâce à des formations, une assistance médicale et psychologique ainsi qu'à des services financiers. L'établissement d'espaces communautaires ("Maisons de Femmes") est également envisagé ;
- 2** Le programme «santé » permettra la reconstruction des services sanitaires du pays par la réhabilitation des infrastructures, la formation du personnel, le renforcement des capacités des Districts sanitaires et du Ministère de la Santé et le soutien à l'accès aux médicaments ;
- 3** Le programme «réhabilitation urbaine» vise la reconstruction des quartiers défavorisés de Bangui par le développement de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), permettant entre autres la réhabilitation d'infrastructures publiques ;
- 4** Le programme « réfugiés » vise à améliorer la situation des réfugiés centrafricains au Cameroun tout en préparant les conditions de leur retour ;
- 5** Le programme « sécurité alimentaire » a pour but de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays grâce au renforcement de la résilience alimentaire et la réorganisation du réseau de transhumance ;
- 6** Le programme «relance économique» doit permettre de soutenir la reprise de l'activité économique du pays grâce à un appui et un accompagnement aux petits entrepreneurs et aux établissements de microfinance.



Programme d'amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille

Pourquoi ?

Les femmes et les filles centrafricaines sont parmi les plus affectées par la pauvreté. Elles sont aussi régulièrement confrontées à la violence physique et sexuelle au sein de leur foyer et de leur communauté. En outre, suite à la crise de 2013, la plupart d'entre-elles n'ont plus accès aux soins médicaux essentiels, ni à d'autres services vitaux.

Dans le contexte actuel, il est dès lors important de travailler à l'amélioration de la vie des femmes et des filles.

Les femmes peuvent en effet contribuer de manière décisive au processus de réconciliation nationale, tout en favorisant le développement social et économique de leurs communautés.

Quoi ?

Afin de contribuer à une société plus juste et égalitaire et pour promouvoir la cohésion sociale au sein des communautés affectées par le conflit et l'insécurité, ce programme a pour objectif l'amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille. Il s'agit de faire le lien entre les besoins immédiats des femmes et l'amélioration économique et sociale du pays.

Comment ?

La mise en œuvre de ce programme est gérée par l'ONG International Rescue Committee (IRC), qui a identifié des ONG locales et des associations de femmes qui fourniront des services visant la protection et l'autonomisation économique des femmes, notamment au travers d'espaces communautaires ("Maisons des Femmes"). Lorsque cela sera possible, les actions s'inséreront dans des programmes existants, à travers l'augmentation du nombre des bénéficiaires ou la réalisation d'activités complémentaires aux projets en cours. En parallèle, un réseau de services financiers sera constitué et une approche adaptée au contexte sera développée.

Résultats escomptés :

- L'établissement d'espaces communautaires (« Maisons de Femmes ») dans les communautés ciblées où sont dispensés des enseignements utiles à l'insertion des femmes dans la vie économique et sociale: renforcement des capacités, formation en gestion et finance, appui juridique, ainsi que du soutien psychosocial et médical
- La mise sur pied d'un réseau destiné à délivrer des services financiers et un accompagnement permettant aux femmes de diversifier leurs sources de revenus



Durée de mise en œuvre: 18 mois

Coût total: 1 500 000 euros

Nombre de bénéficiaires estimé:
4 600 personnes

Localités: Bangui, Bocaranga, Kaga Bandoro

Partenaire de mise en œuvre: ONG internationale et nationales

Début des activités: février 2015



Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition

Pourquoi ?

La grave crise qui a débuté dans le pays en 2013 a affaibli un système de santé déjà défaillant. Cette situation se traduit par une faible couverture de l'offre de soins primaires et secondaires, une qualité des soins médiocre, une fonction de régulation quasi inexistante et un personnel en sous-effectif et peu qualifié. L'appui au secteur de la santé par le Fonds Bêkou répond à la fois aux besoins immédiats des populations du pays, tout en s'inscrivant dans une politique de reconstruction à long-terme.

Quoi ?

L'objectif de l'action est de contribuer à la restauration des services de santé en République centrafricaine en garantissant le lien entre urgence, réhabilitation et développement. Plus spécifiquement, il s'agit de venir en appui à la fourniture des services de soins de santé dans les zones du pays en situation de transition et de contribuer à la restauration durable du système de santé, soit de répondre aux besoins immédiats des populations et de s'inscrire au moyen-terme sur la mise en place des bases d'une nouvelle politique de santé.

Comment ?

En cohérence stratégique avec les objectifs du Plan de Transition élaboré par le Ministère de la Santé, le programme s'appuie sur le renforcement des principales composantes du système de santé en priorisant les secteurs les plus affectés par les conséquences de la crise, c'est-à-dire l'offre de soins ainsi que la gouvernance et le leadership dans le secteur de la santé. Ainsi, des ONG telles que ALIMA, la Croix Rouge Française, Save the Children, IMC, Cordaid et PU-AMI se chargent d'ores et déjà sur le terrain de la distribution de soins de qualité ou encore de la prise en charge des victimes de violences sexuelles.

En parallèle, des études de faisabilité technique portant sur des actions plus structurantes d'aménagement urbain, dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la partie centrafricaine, seront menées pour les deux quartiers.

Résultats escomptés :

- La mise à disposition d'un paquet minimum de soins de qualité
- La réduction de la mortalité des populations vulnérables grâce à une assistance médico-nutritionnelle
- Un encadrement des structures déconcentrées : appui aux Districts Sanitaires (préfectures) afin d'améliorer l'exécution des fonctions principales des équipes cadres
- Un appui institutionnel au Ministère de la Santé
- Le développement de stratégies de participation communautaire qui contribuent au renforcement de la cohésion sociale



Durée de mise en œuvre: 18 mois

Coût total: 15 000 000 euros

Nombre de bénéficiaires estimé:
1 million de personnes

Localités: Bangui, Bria, Birao, Bangassou, Bossangoa, Ndélé

Partenaires de mise en œuvre:
ONG internationales

Début des activités: février 2015



Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU)

Pourquoi ?

La crise de 2013 a aggravé l'état déjà mauvais des infrastructures publiques en République centrafricaine. Cela a précipité les populations urbaines dans une situation de grande précarité en termes d'accès aux services de base, au logement et aux moyens de subsistance. Les infrastructures publiques sont insuffisantes en raison d'une absence de maîtrise de l'urbanisation de ces zones.

Il reste ainsi beaucoup à faire dans le domaine de l'aménagement urbain et, en particulier, en faveur des quartiers les plus défavorisés, qui ont par ailleurs été les plus touchés par le conflit. Pour ce programme, deux quartiers de Bangui (Sara/Yakité et Miskine) ont été identifiés par les acteurs publics centrafricains, compte tenu d'enjeux de cohésion sociale et de l'importance des besoins de reconstruction et d'amélioration des conditions de vie, tant d'un point de vue social, économique, qu'urbain.

Quoi ?

L'objectif de ce programme est d'améliorer la situation économique et sociale des quartiers défavorisés de Bangui, en fournissant aux populations des quartiers concernés un meilleur accès aux services urbains de base et en permettant la reconstruction économique des ménages. Le Programme prévoit l'octroi de revenus ponctuels ainsi qu'un accompagnement favorisant l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires. À terme, ce programme a pour objectif de promouvoir la réorganisation communautaire et institutionnelle.

Comment ?

Ce programme se déroule en 2 phases. La première phase doit permettre la réalisation d'actions d'urgence à vocation sociale à court terme principalement dans les deux quartiers de Bangui, permettant d'assurer la transition avec la seconde phase d'actions plus structurantes de développement urbain des quartiers. Il s'agit d'activités apportant une première réponse d'urgence aux besoins essentiels des populations de réhabilitation de voiries urbaines dans Bangui et d'actions de médiation sociale et d'accompagnement communautaire. En parallèle, des études de faisabilité technique portant sur des actions plus structurantes d'aménagement urbain pour les deux quartiers, dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la partie centrafricaine, seront menées.

Résultats escomptés :

Phase 1

- Un meilleur accès aux services urbains de base, tout en assurant le retour de l'action publique et l'amélioration des conditions de vie des populations
- Une réduction des risques d'inondation et des risques sanitaires liés aux maladies hydriques

Phase 2 (pour information)

- Une amélioration des conditions socio-économiques des ménages des quartiers en apportant une première réponse d'urgence par le biais de Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO Bangui)
- Un renforcement du rôle des acteurs locaux dans le processus de réconciliation et dans la prévention des conflits



Durée de mise en œuvre: 18 mois

Coût total:

4 500 000 euros (phase 1)

Nombre de bénéficiaires estimé:

10 000 personnes

Localités: 3ème et 5ème arrondissements de Bangui

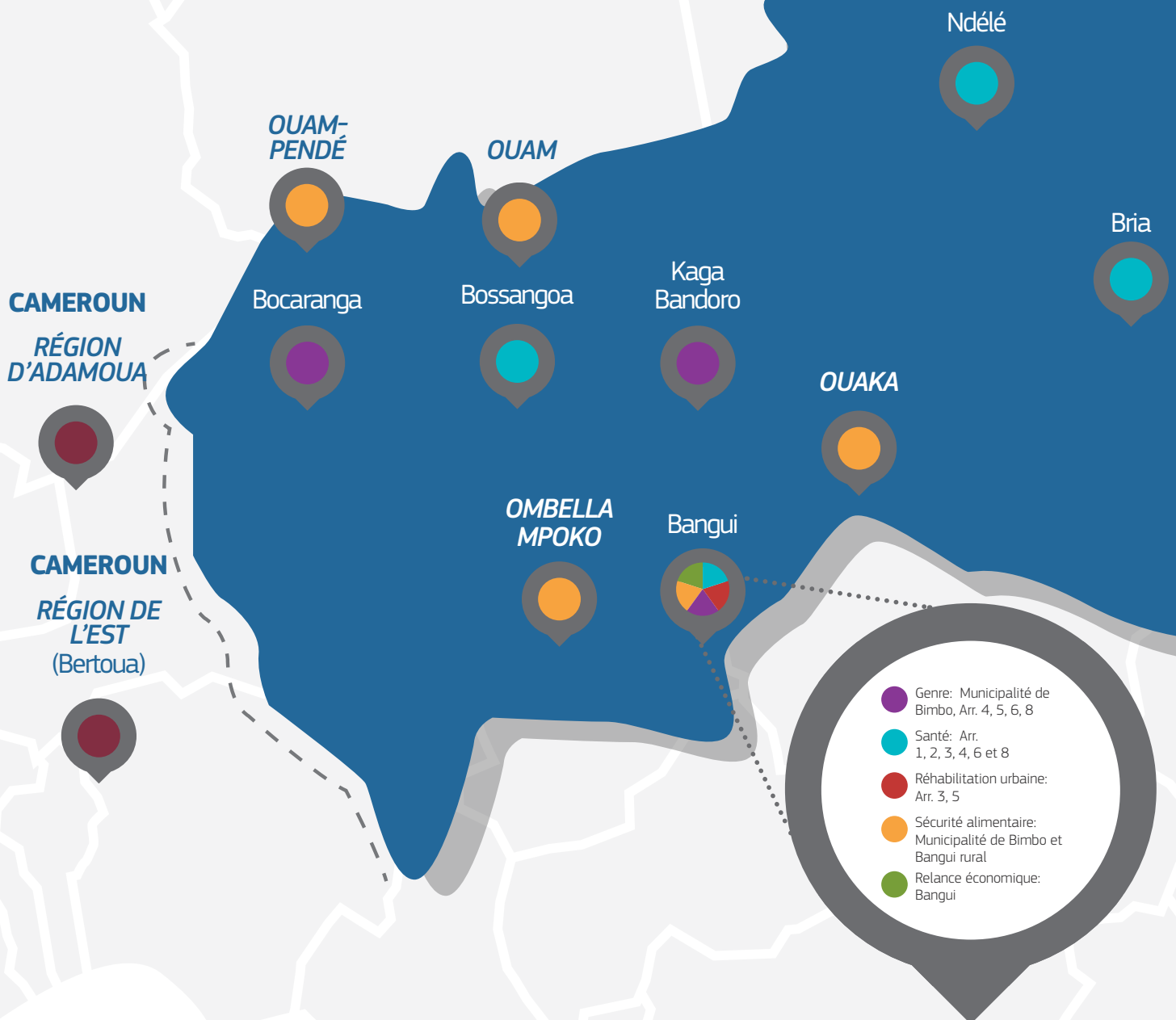
Partenaire de mise en œuvre:

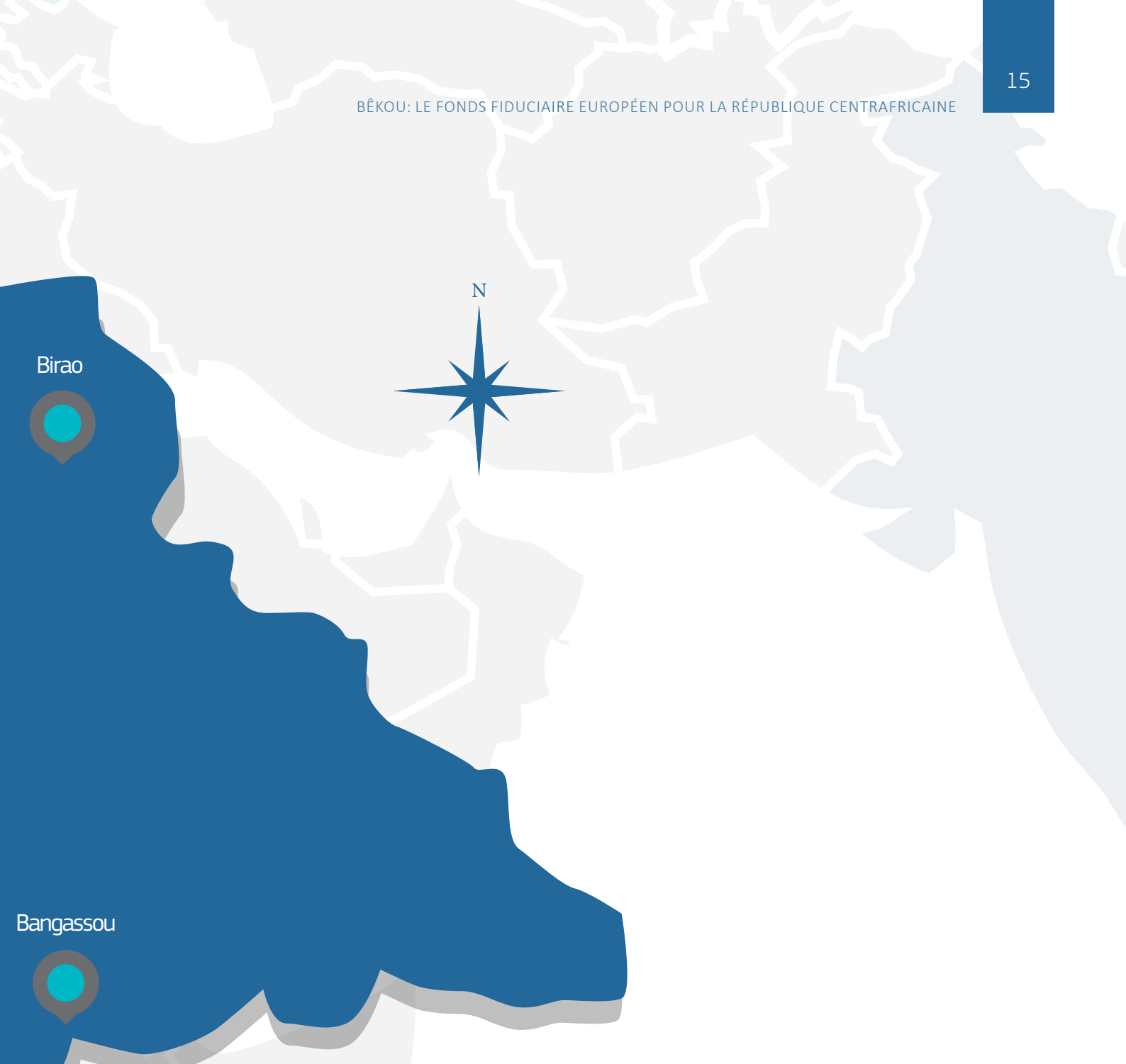
Agence Française de Développement (AFD)

Début des activités: mars 2015

Carte des activités menées par le Fonds Bêkou

République centrafricaine





Birao

Bangassou



GENRE - Programme d'amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leurs familles en RCA

Zones d'intervention:
Bangui (Arr. 4, 5, 6, 8),
Municipalité de Bimbo,
Bocaranga, Kanga Bandoro



SANTÉ - Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA

Zones d'intervention:
Bangui (Arr. 1, 2, 3, 4, 6, 8)
Bria et Birao
Bangassou et Bossangoa
Ndélé



RÉHABILITATION URBAINE - Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain

Zones d'intervention:
Bangui (Arr. 3, 5)



RÉFUGIÉS - Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de RCA au Cameroun

Zones d'intervention:
Cameroun - Région de l'Est
Cameroun - Région d'Adamoua
Bertoua



SECURITÉ ALIMENTAIRE - Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en RCA

Zones d'intervention:
Agglomération de Bangui
Préfecture d'Ouam-Pendé
Préfecture d'Ouam
Préfecture d'Ombella Mpoko
Préfecture d'Ouaka



RELANCE ECONOMIQUE

Zone d'intervention:
Bangui



Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de République centrafricaine au Cameroun

Pourquoi ?

Le conflit en République centrafricaine a contraint des centaines de milliers de personnes à se déplacer. Nombreuses sont celles à avoir trouvé refuge au Cameroun, plus particulièrement dans la région de l'Est (Bertoua) et de l'Adamoua, où l'on estime que la population réfugiée représente environ 228 000 personnes. L'augmentation de la population liée à l'afflux de réfugiés génère d'importants déséquilibres socioéconomiques et des tensions portant notamment sur la gestion des ressources naturelles, l'accès aux services publics de base (eau, santé, éducation), l'hygiène et l'assainissement.

Quoi ?

L'objectif de l'action est d'apporter une réponse aux conséquences de la crise centrafricaine au Cameroun. Plus spécifiquement, il s'agit de faire baisser les tensions à court et moyen terme entre les populations locales et les réfugiés dans les zones d'accueil, notamment dans les villages situés à proximité des camps, ceux comptant la plus importante proportion de populations réfugiées ou ceux dont l'économie a été la plus fortement perturbée, comme les villages transfrontaliers. Le programme vise également à poser les bases d'une réflexion pour accompagner ultérieurement le processus de retour des réfugiés.

Comment ?

L'action vise à apporter des solutions par rapport à la collecte du bois, l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Il s'agit notamment d'accompagner la mise en place d'activités génératrices de revenus, tout en préparant les bases pour une stratégie de gestion des réfugiés. Ce programme comporte trois volets. Le premier volet vise à consolider le dialogue politique autour de la question des réfugiés auprès des autorités camerounaises, en lien avec les autorités centrafricaines, aux niveaux local et national. Dans le cadre du deuxième volet, des actions concrètes sont menées afin de réduire les tensions inhérentes à la collecte du bois via des activités génératrices de revenus. Le troisième volet vise à mettre en œuvre des réponses rapides en matière d'accès à l'eau, d'assainissement et d'amélioration de l'hygiène.

Résultats escomptés :

- L'identification et la préparation argumentée de différents scénarios relatifs à la gestion des réfugiés/coordination des expertises sectorielles et consolidation du dialogue aux niveaux local et national des possibles stratégies d'accueil des réfugiés
- La production et la distribution de combustible, ainsi que la mise en place de foyers améliorés de façon à faire baisser les tensions inhérentes à la collecte du bois par les réfugiés des camps
- L'amélioration de l'accès à l'eau par la réhabilitation et la construction de forages dans les villages concernés, sur la base d'un diagnostic des besoins prioritaires



Durée de mise en œuvre: 18 mois

Coût total: 4 500 000 euros

Nombre de bénéficiaires estimé:
228 000 personnes

Localités: régions de l'Est (Bertoua) et de l'Adamoua, Cameroun

Partenaires de mise en œuvre:
Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Début des activités: avril 2015



Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes

Pourquoi ?

La crise a affaibli considérablement les capacités productives et a désorganisé les filières d'approvisionnement des marchés, engendrant une grave crise alimentaire dans tout le pays. En dépit de l'aide d'urgence fournie ces derniers mois, la situation agricole et les moyens d'existence des populations demeurent sévèrement fragilisés. Depuis janvier 2014 la population vit encore dans un contexte politico-sécuritaire extrêmement précaire. L'effet de la crise sur le secteur agropastoral a été catastrophique : déplacement des populations et attaques répétées dans les villages avec pour conséquence l'abandon des champs, vols et pillages des équipements de production, des récoltes et du bétail, abattage incontrôlé des bovins. Cela a conduit à une production 2014 largement en-deçà de la moyenne annuelle d'avant la crise (- 58% pour la production vivrière selon la FAO), ce qui implique une vulnérabilité alimentaire au minimum au même niveau d'alerte qu'en 2013 (37,7% de la population centrafricaine étaient en état de sous-alimentation).

Quoi ?

L'objectif de l'action est l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers un appui à la relance de la production alimentaire, la gestion des enjeux intercommunautaires et le renforcement des capacités institutionnelles.

Comment ?

En suivant une approche par le bas, l'action vise à garantir non seulement le rétablissement des moyens d'existence des populations bénéficiaires en renforçant les capacités des organisations paysannes, mais aussi la promotion d'un environnement pacifique et protecteur pour toutes les communautés. Le programme s'articule autour de plusieurs volets, gérés et mis en œuvre par des ONG internationales et des organisations locales. Un premier volet vise la résilience des populations en matière de sécurité alimentaire, grâce au déploiement de "caisses de résilience" basées sur un système intégré de "champs-écoles paysans" dans les préfectures d'Ouam-Pendé, de Nana-Gribzi et de Kémo, ainsi qu'en zone forestière humide. Le deuxième volet a pour finalité d'accompagner la relance des activités de pastoralisme dans les préfectures d'Ouam-Pendé, d'Ouam et de Bamingui-Bangoran, grâce à la réorganisation des réseaux de transhumance et le développement de services vétérinaires, contribuant ainsi à l'approvisionnement en viande du pays. Le troisième volet de l'action a pour but l'établissement de filières vivrières, maraîchères et de petit élevage dans l'agglomération de Bangui.

Résultats escomptés :

- Le renforcement de la résilience alimentaire et économique de 100 000 foyers à travers la mise en place de caisses de résilience (appui en matériel, semis, outillages, équipements, sessions de formation et promotion des mécanismes d'épargne et crédit communautaire)
- La réorganisation du réseau de transhumance par des activités de "cattle for work" et le rétablissement de services vétérinaires de proximité
- La mise sur pied de filières maraîchères et de petit bétail permettant l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire de la population de Bangui
- L'intégration d'acteurs au niveau local et régional dans une perspective de résilience et de durabilité



Durée de mise en œuvre: 36 mois

Coût total: 10 000 000 euros

Nombre de bénéficiaires estimé:
300 000 personnes

Localités: Bangui, Mpoko, Ombella, Ouaka, Ouam, Ouam-Pendé

Partenaires de mise en œuvre:
ONG internationales, FAO

Début des activités: mai 2015



Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains

Pourquoi ?

Ce programme s'inscrit dans la mission générale du Fonds Bêkou de contribuer à la stabilité et la reconstruction de la RCA, en apportant un soutien novateur et substantiel à la relance des activités économiques à Bangui et dans une ville de province.

Les activités visent à soutenir le lancement de petits entrepreneurs ou la reprise de l'activité de ceux qui ont souffert de la crise.

Cette action s'inscrit dans la stratégie LRRD du Fonds dans la mesure où elle est conçue en relai des premiers projets d'urgence qui visent à mettre en place des petites activités génératrices de revenus. L'action permettra d'analyser en détail les dynamiques du système économique local pour définir une stratégie de développement économique plus intégrée à l'échelle nationale.

Quoi ?

Ce programme vise l'autonomisation des acteurs économiques qui évoluent dans l'économie informelle et/ou qui ont particulièrement souffert de la crise mais sont néanmoins susceptibles de créer de la valeur ajoutée, de l'emploi, de la croissance et de contribuer à la reconstitution du tissu socio-économique de la République centrafricaine.

Comment ?

Pour cela, le programme travaillera à la coordination des activités de services non-financiers (formation professionnelle, aide à la création de business plans et de montage de dossiers, conseil et suivi des activités) aux entrepreneurs par un consortium d'ONG internationales en collaboration avec les opérateurs centrafricains (Centres de formation, Agence Centrafricaine de formation et de promotion de l'emploi, groupements professionnels, etc...). En outre, il fournira un appui aux établissements de microfinance centrafricains afin d'augmenter leur capacité à offrir des services financiers adaptés à ces petits entrepreneurs. La mise en œuvre des activités sera accompagnée d'une analyse des obstacles présents dans le pays qui bloquent le relèvement de l'activité économique afin d'identifier, avec les autorités centrafricaines, les meilleures réformes à adopter pour un développement dans le moyen et le long terme.

Résultats escomptés:

- Permettre la création d'activités économiques et d'emplois
- Permettre aux établissements de microfinance de surmonter cette situation de fragilité, de délivrer des services financiers et de répondre aux besoins des entrepreneurs
- Sensibiliser et former aux avantages des paiements à travers le mobile-banking



.....

Durée de mise en œuvre: 24 mois

Coût total: 11 000 000 euros

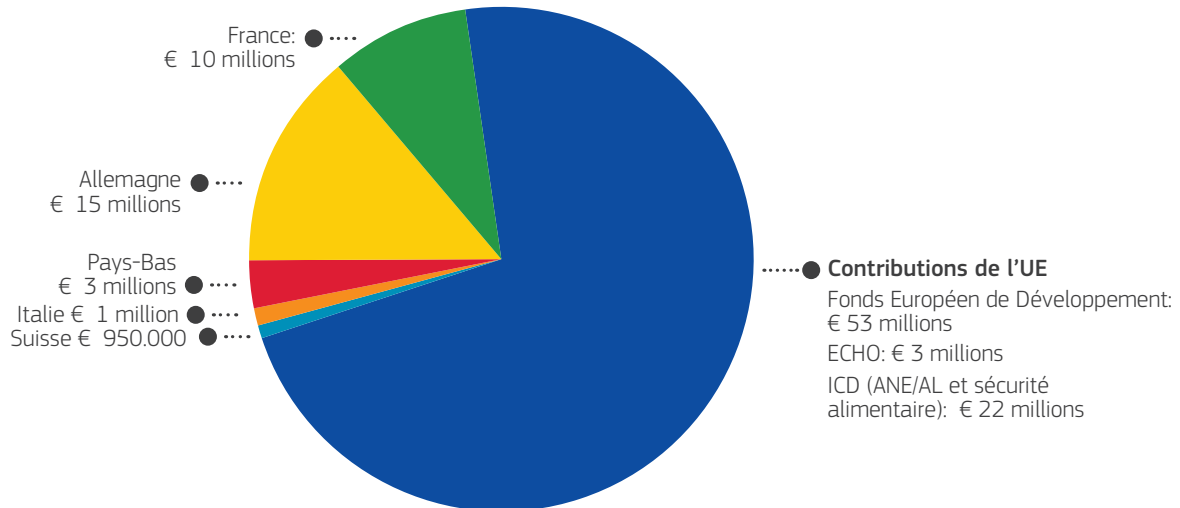
Nombre de bénéficiaires estimé:
100 000 personnes

Localités: Bangui et une ville de province à déterminer

Partenaires de mise en œuvre:
ONG internationales et secteur privé

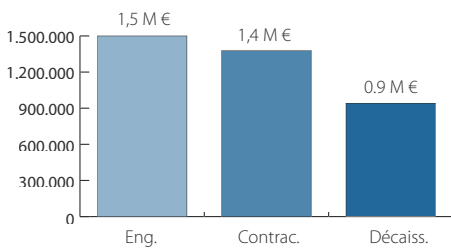
Début des activités: juillet 2015

LES CONTRIBUTIONS AU FONDS BÊKOU POUR UN MONTANT TOTAL DE € 107.950.000

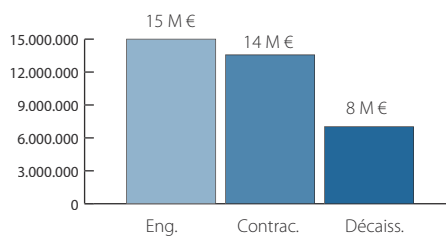


L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES MENÉS PAR LE FONDS BÊKOU

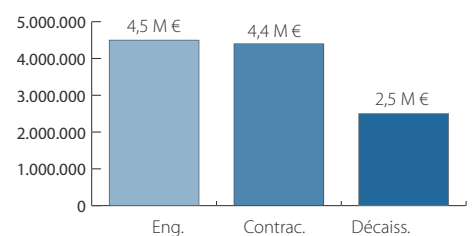
Genre



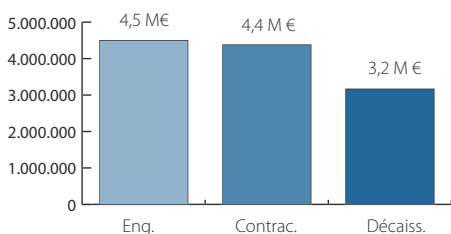
Santé



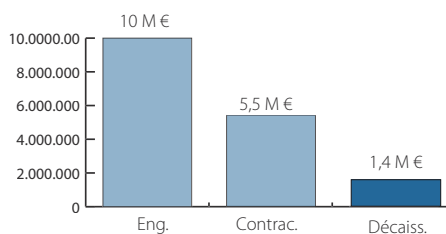
Réhabilitation urbaine



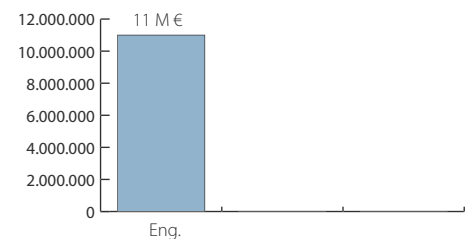
Réfugiés



Sécurité alimentaire



Relance économique



Eng.: engagements
Contract.: contractualisation
Décaiss.: décaissements

Pour le total:

Engagements: 47.000.000 €
 Contractualisation: 30.801.721 €
 Décaissements: 16.069.576 €



Rejoindre le Fonds Bêkou

Comment contribuer au Fonds Bêkou?

Qui peut participer au Fonds Bêkou?

Le Fonds Bêkou a été créé afin de mutualiser les ressources nécessaires à la reconstruction de la République centrafricaine, qu'elles soient issues d'acteurs publics, de l'Union européenne, d'Etats membres, ou d'Etats tiers, mais aussi d'acteurs privés.

Respectant ce même objectif de mutualisation, le Fonds a pour ambition de s'appuyer sur l'expertise des partenaires qui disposent d'une présence sur le terrain afin de permettre à tous les acteurs le souhaitant, de contribuer à la reconstruction et au développement du pays.

Y-a-t-il un niveau de contributions minimum?

Il n'existe pas de montant minimum de contributions pour participer au Fonds fiduciaire Bêkou. Ceci étant, le Fonds Bêkou bénéficie d'un mode de prise de décision innovant : chaque contributeur est invité à participer à la gestion du Fonds de manière active.

Tous les contributeurs ont le droit de participer au conseil d'Administration, chargé de définir la stratégie globale du Fonds fiduciaire. Le Comité de gestion est responsable de la sélection des projets, et seuls les contributeurs à

hauteur d'un montant minimum de 3 millions d'euros peuvent y siéger.

Que fait-on des contributions?

Les contributions des donateurs sont utilisées pour la mise en œuvre des actions adoptées par le Comité de gestion.

En outre, 5% du montant global est destiné aux frais de gestion liés à l'administration du Fonds Bêkou. Ce faible pourcentage est rendu possible grâce à la mutualisation des ressources et des capacités des contributeurs issus de l'Union européenne (notamment la Délégation de l'UE en RCA) et des partenaires tels que la France ou l'Allemagne, déjà présents sur le terrain.

Quelles relations avec les autorités centrafricaines?

La République centrafricaine participe à chacun des deux organes de décision (Conseil d'administration et Comité de gestion) en tant qu'observateur. Les autorités centrafricaines sont aussi impliquées dans les décisions liées à la mise en œuvre des projets, notamment au travers d'accords avec les ONG partenaires, tandis que la gestion des projets financés relève du gestionnaire du Fonds Bêkou et de son équipe.

Le Fonds Bêkou a été créé afin de mutualiser les ressources nécessaires à la reconstruction de la République centrafricaine

Travailler avec le Fonds Bêkou

Comment accéder aux financements du Fonds Bêkou?

Quels sont les projets financés par le Fonds Bêkou?

Le Fonds Bêkou finance spécifiquement des projets qui permettent l'articulation étroite entre les actions humanitaires et de développement, dans une approche dite de "LRRD" (Linking Relief, Rehabilitation and Development). Ainsi, les actions financées par le Fonds visent à venir immédiatement en aide aux populations tout en renforçant les capacités des autorités locales, afin de créer les conditions pour un développement de long terme de la République centrafricaine.

Ces actions doivent renforcer les secteurs identifiés comme prioritaires par l'Acte constitutif du Fonds Bêkou, en particulier contribuer aux services essentiels, aux secteurs sociaux, et à la relance économique, tout en assurant l'objectif général de soutien à la réconciliation et la coexistence des populations.

Quels sont les critères d'éligibilité pour accéder aux financements?

Le Fonds Bêkou finance principalement des actions mises en œuvre par des ONG internationales via l'attribution de subventions. Sont particulièrement concernées les ONG ayant au moins 6 mois d'expérience en République centrafricaine et/ou au minimum 24

mois d'expérience dans un contexte similaire de fragilité. De la même manière, les ONG ayant établis des partenariats avec des ONG locales et les services nationaux déconcentrés seront valorisés.

Comment et quand soumettre un projet?

Une fois les fiches d'action élaborées et adoptées par le Comité de gestion (dont les réunions ont lieu minimum 2 fois par an), le Fonds Bêkou élabore notamment des Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) à l'intention des ONG.

Ces Appels à Manifestation d'Intérêt définissent le cadre des interventions souhaitées et les conditions spécifiques d'éligibilité (par exemple, les zones d'intervention) qui sont ensuite diffusées notamment au travers des clusters sectoriels organisés et présents en République centrafricaine ainsi que sur le groupe Bêkou sur la plateforme Capacity4dev. Les ONG répondant aux critères d'éligibilité sont dès lors invitées à soumettre un projet dans un délai généralement de deux semaines. Les AMI peuvent inviter les ONG à démontrer une capacité de cofinancement pour la mise en œuvre des activités.

Après une première phase d'évaluation, les ONG présélectionnées peuvent

être invitées à fournir des clarifications et éventuellement entamer une phase de négociation directe avec l'équipe de gestion du Fonds Bêkou à la suite de quoi, les projets sont attribués. Une fois la signature des contrats effectuée, les ONG peuvent initier la mise en œuvre des activités et les premiers paiements sont effectués.

Comment se déroule la mise en œuvre des actions financées par le Fonds Bêkou

Le suivi de la mise en œuvre se fait généralement sur la base d'un dispositif tripartite entre l'ONG chargée de la mise en œuvre, les autorités centrafricaines et l'équipe de gestion du Fonds Bêkou.

La mise en œuvre d'un projet financé par Bêkou dure généralement entre 18 et 24 mois.

- ☑ Toutes les autres modalités de mise en œuvre de la coopération au développement (assistance technique, contrat de service, coopération déléguée,...) sont également envisageables. L'efficacité, le coût et la rapidité de l'action proposée ainsi que la visibilité de l'Union européenne sont pris en compte afin de choisir la modalité la plus adaptée.



Durée moyenne du cycle: 5 à 6 mois

- Définition des besoins et des priorités et identification des actions
- Adoption des fiches d'action par le Comité de gestion (~ 2 fois par an).

- Diffusion notamment via les "clusters" et groupes de travail, et le groupe Bêkou (C4D)
- Soumission des propositions par les ONG internationales.

Attribution des projets et négociation avec les ONG identifiées.

Lancement de la mise en œuvre des actions et préfinancement



Perspectives

Le Fonds Bêkou a été créé afin de donner corps au mandat de résilience qui lui a été confié pour réunir les conditions d'un développement de long terme du pays et de la région.

Après quelques mois d'existence, les activités menées par le Fonds Bêkou donnent des premiers résultats. En effet, six projets ont été adoptés et la plupart sont déjà opérationnels sur le terrain depuis janvier 2015, pour un montant total de 47 millions d'euros engagés dans des thématiques aussi essentielles et complémentaires que la santé, le genre ou la sécurité alimentaire. Le Fonds répond donc à l'ambition d'agir rapidement dans un contexte de fragilité, en travaillant au plus proche des réalités de la région, grâce à une coordination permanente avec les autorités centrafricaines et les acteurs de terrain.

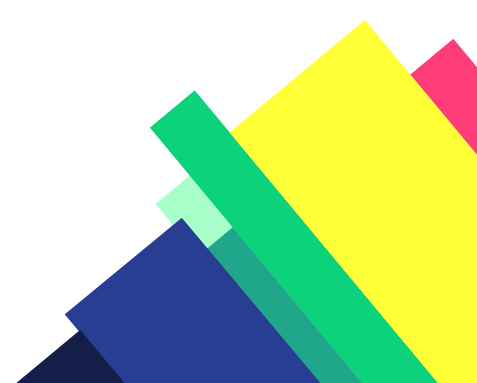
Dans la poursuite de cet engagement, et afin de consolider les acquis engrangés dans les secteurs actuellement couverts par le Fonds, les projets qui ont fait leurs preuves seront, dans une deuxième phase, répliqués vers d'autres localités où les conditions sont désormais réunies, et incluront des composantes encore plus structurantes sur le moyen terme. Par ailleurs, l'innovation et la flexibilité, gages du succès du mode opératoire du Fonds Bêkou, profiteront à des nouvelles thématiques, de manière à renforcer l'impact et l'approche intersectorielle du Fonds.

Ces actions nouvelles contribueront directement à répondre aux nombreux défis socio-économiques du pays ainsi qu'à celui plus général de la stabilisation de la RCA et de la réconciliation de ses populations.

C'est pour ces raisons, et afin d'assurer le succès de la mission du Fonds Bêkou, que les efforts, notamment financiers, doivent se poursuivre en direction d'une réelle reconstruction du pays au bénéfice de ses populations.

L'innovation et la flexibilité, gages du succès du mode opératoire du Fonds Bêkou, profiteront à des nouvelles thématiques (...)

C'est pour ces raisons que les efforts, notamment financiers, doivent se poursuivre.





Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'avis de l'Union européenne

Pour de plus amples informations

Devenez membre du groupe Bêkou sur la plateforme Capacity4dev afin de recevoir toutes les informations concernant le Fonds en temps réel:

<http://capacity4dev.ec.europa.eu/trust-fund-bekou/>

Consultez le site:

https://ec.europa.eu/europeaid/bekou-trust-fund-introduction_en

Et surtout, n'hésitez pas à écrire à l'adresse suivante:

EuropeAid-E1-TRUST-FUND-BEKOU@ec.europa.eu

© Union européenne, septembre 2015.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source, sauf spécification contraire.

